

Accueil | Actualités | Brèves | Premier Ministre | Gouvernement | **Documentation** | Salle de Presse | Photos | SPM

OK

TV

Services du Premier Ministre du Cameroun

Jeudi 21 Mai 2015

Vous êtes ici : Accueil > Documentation > Textes & lois

Textes législatifs et réglementaires

Décret n° 2000/684/PM du 13 Septembre 2000 fixant les conditions et modalités d'attribution du capital-décès

Catégorie : Décret

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 92/054 du 27 mars 1992 portant statut spécial du corps des fonctionnaires de L'Administration Pénitentiaire ;

Vu le décret n° 92/089 du 9 mai 1992 précisant les attributions du Premier Ministre, modifié et complété par le décret n° 95/145 du 4 août 1995 ;

Vu le décret n° 94/199 du 7 octobre 1994 portant Statut Général de la Fonction Publique de l'Etat, notamment en son Article 127(3) et (4) ;

Vu le décret n° 97/205 du 7 décembre 1997 portant organisation du Gouvernement, modifié et complété par le décret n° 98/067 du 28 avril 1998 ;

Vu le décret n° 97/206 du 7 décembre 1997 portant nomination d'un Premier Ministre,

Décète :

Article 1^{er} .- Le présent décret fixe les conditions et les modalités d'attribution du capital-décès aux ayant-droits des personnels ci-après, décédés en activité, en disponibilité ou en détachement :

- les fonctionnaires relevant du Statut Général de la Fonction Publique de l'Etat ;
- les fonctionnaires relevant du Statut Spécial de l'Enseignement Supérieur ;
- les fonctionnaires relevant du Statut Spécial de l'Administration Pénitentiaire ;
- les fonctionnaires stagiaires.

Article 2. (1) Le capital-décès est une allocation pécuniaire accordée en un seul versement, quels que soient l'origine, le moment ou le lieu du décès.

(2) Il est égal à la solde de base annuelle brute d'activité.

Article 3. En cas de décès consécutif à un accident imputable au service ou survenu en raison ou à l'occasion du service, le capital-décès est quintuplé

a) par arrêté du Président de la République, pour les ayant-droits des magistrats de l'ordre judiciaire, des personnels militaires ainsi que des fonctionnaires relevant de la Sûreté Nationale ;

b) par arrêté du Premier Ministre, pour les ayant-droits des autres personnels de l'Etat.

Article 4. Le capital-décès est liquidé par l'autorité chargée de la gestion de l'agent public décédé.

Article 5. (1) Le capital-décès est versé aux ayant-droits du de cujus, à raison :

- du tiers (1/3) aux conjoints non divorcés ;
- des deux tiers (2/3) aux enfants mineurs légitimes ou reconnus et aux enfants majeurs poursuivant leurs études, ou aux handicapés nécessiteux.

(2) Si le défunt a plusieurs conjoints, leur quote-part est répartie proportionnellement au nombre d'années de mariage.

(3) En cas d'inexistence de conjoint et d'enfant bénéficiaire, la part due à ce titre accroît celle du groupe représenté.

(4) En cas d'inexistence de conjoint et d'enfant bénéficiaire, le capital-décès est versé en totalité et à parts égales, aux enfants majeurs légitimes ou reconnus du défunt.

(5) S'il n'y a ni conjoint, ni enfant légitime ou reconnu, le capital-décès est versé aux ascendants et à défaut, aux autres ayant-droits du défunt.

(6) Chacun des enfants visés à l'alinéa (1) ci-dessus attributaire du capital-décès reçoit, en outre, une majoration dont le montant est fixé à deux cent mille (200 000) francs CFA, sans que le montant cumulé des majorations n'excède le nominal du capital-décès.

Article 6. L'Administration paie le capital-décès aux ayant-droits du de cujus au vu d'un dossier

DOCUMENTATION

- Discours
- **Textes & lois**
 - Lois
 - Décrets
 - Circulaires
 - Arrêtés
 - Décisions
 - Ordonnances
 - Instructions
- Publications
- Gouvernance

ADMINISTRATION PUBLIQUE

- Agriculture, Pêches et Elevage
- Justice
- Energie, Transports et Télécoms
- Sûreté nationale et Défense
- Diplomatie
- Forêt, Faune et Environnement
- Education, Formation et Emploi
- Jeunesse et sports
- Recherche et développement tech.
- Mines et industrie
- Economie et Finances
- Tourisme, Culture et Communication
- Travaux publics, Urbanisme et Habitat
- Etat et aménagement du territoire
- Santé publique et Société
- Artisanat
- Femme et Famille

DISCOURS

- **Président de la République**
- Autres discours

LE PREMIER MINISTRE



S. E. Philémon Yang

- Biographie
- Interventions
- Rapports
- Collaborateurs
- Services du PM
- Historique des PM
- Ecrire au PM

GOVERNEMENT

- Philémon Yang
- Amadou Ali
- Bello Boubba Maigari
- Laurent Esso
- Edgar Alain Mebe Ngo'o
- René Emmanuel SADI
- Pierre Moukoko Mbonjo
- Henri Eyebe Ayissi
- Zacharie Perevet
- Hele Pierre
- ABA SADOU
- Bakang Mbock Cathérine
- Essimi Menye Lazare
- Ama Tutu Muna
- Mbarga Atangana Luc Magloire
- Issa Tchiroma Bakary
- Jacqueline Koung à Bessike
- Basile Atangana Kouna
- Emmanuel Nganou Djoumessi
- Youssouf née Adjidja Alim
- Dr TAIGA
- Louis Bapes Bapes
- Jacques Fame Ndongo
- Alamine Ousmane Mey
- Michel Ange Angouin
- ...

réglementaire, dans un délai de trois (3) mois, à compter de la date de dépôt dudit dossier.

Article 7. Les conditions à remplir par les ayant-droits ainsi que la composition du dossier réglementaire prévu à l'Article 6 ci-dessus sont fixées par arrêté du ministre chargé des finances.

Article 8. (1) Ne peut bénéficier du capital-décès, l'ayant-droit à l'encontre duquel une preuve irréfutable a été établie révélant qu'il a, à un moment quelconque de la carrière de l'agent public, attenté à sa vie.

(2) Si son forfait est établi après le paiement du capital-décès, le remboursement des sommes perçues est exigé, sans préjudice des sanctions pénales.

Article 9. Les sommes dues au titre du capital-décès ne sont pas imposables. Elles ne peuvent être saisies en paiement des dettes du défunt.

Article 10. Sont abrogées les dispositions du décret n° 82/341 du 9 août 1982 fixant les conditions d'attribution du capital-décès.

Article 11: Le présent décret sera enregistré, publié suivant la procédure 91 d'urgence, puis inséré au Journal Officiel en français et en anglais.:-

Yaoundé, le 13 Mars 2000

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement,

(é) Peter MAFANY MUSONGE

■ Philippe NGOLLE NGWESSE
■ Jean-Claude Mbwentchou
■ Ismaël Bidoung Kwatt
■ Emmanuel Bonde
■ Laurent Serge Etoundi Ngoa
■ Biyiti Bi Essam Jean Pierre
■ Abena Ondo
■ Thuinte Madeleine
■ Mama Fouda André
■ Adoum Garoua
■ Robert Nkili

LE CAMEROUN EN BREF

DIASPORA

- Camerounais de l'étranger
- Se faire connaître

LIENS UTILES SITES INSTITUTIONNELS

- PRC
- Assemblée Nationale
- Investir au Cameroun

<- retour vers Textes
& lois

Portail du Gouvernement

Brèves
Liens Utiles
FAQ
Nous contacter
Mentions légales
Plan du site

Gouvernement

Missions
Organisation
Feuilles de route

Textes & lois

Lois
Décrets
Circulaires
Arrêtés
Décisions
Ordonnances
Instructions

Projets structurants

Gouvernance et lutte contre la corruption
Economie
Infrastructures
Réalizations du Gouvernement